

Convention collective

IDCC : 9112. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE LA ZONE VITICOLE
(AUDE)**

(21 juillet 1998)

(Etendue par arrêté du 19 octobre 1998,
Journal officiel du 22 octobre 1998)

AVENANT N° 18 DU 6 AVRIL 2006 (1)

NOR : *AGRS0697082M*

IDCC : 9112

Entre :

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre de la zone viticole du département de l'Aude ;

D'une part, et

La section fédérale de l'Aude des cadres de l'agriculture CGC ;

La section fédérale Force ouvrière et le SYNFOCA ;

Le syndicat départemental de l'agriculture de l'Aude CFDT ;

L'union départementale du syndicat de l'Aude CGT ;

L'union départementale du syndicat départemental de l'Aude CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Paragraphe 1

L'article 82 « Régime de prévoyance collective » est modifié ainsi qu'il suit :

- le 8^e paragraphe concernant la cotisation afférente à la couverture de la garantie décès est complété par la phrase suivante. « Cependant, à compter du 1^{er} avril 2006 et jusqu'au 31 mars 2008, il est fait application d'un taux d'appel de 85 % du taux contractuel soit une cotisation égale à 0,30 % de la masse salariale totale du personnel non cadre affilié au titre des garanties « décès ». Cette cotisation reste à la charge exclusive de l'employeur. En fonction des résultats techniques du régime, ce taux d'appel pourra être renouvelé au-delà du 31 mars 2008. »

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

- l'avant-dernier paragraphe dudit article concernant la cotisation destinée au financement des indemnités complémentaires au régime obligatoire d'assurances sociales au titre des garanties « maintien du salaire – incapacité – invalidité » est complété comme suit : « Cependant, à compter du 1^{er} avril 2006 et jusqu'au 31 mars 2008, il est fait application d'un taux d'appel de 85 % du taux contractuel, ce qui porte
 - la part patronale à 1,17 % ;
 - et la part salariale à 0,62 %.

En fonction des résultats techniques du régime, ce taux d'appel pourra être renouvelé au-delà du 31 mars 2008.

Paragraphe 2

L'article 82 *bis*, « Régime complémentaire incapacité temporaire de travail ou d'invalidité au profit du personnel d'encadrement » est modifié ainsi qu'il suit :

- le 2^e alinéa est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant : « Ce complément conventionnel consiste, en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident de la vie privé, au versement d'indemnités journalières complémentaires du 4^e au 20^e jour d'arrêt de travail, et ce dans les mêmes conditions que celles prévues par les articles 16, 17, 18 et 19 de l'annexe II "Garanties collectives de prévoyance" de la convention du 2 avril 1952. »
- l'adresse du siège social de la CPCEA indiquée dans le 3^e alinéa est remplacée par l'adresse suivante : « 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8. »
- le 4^e alinéa est supprimé et remplacé par le paragraphe suivant : « La cotisation est fixée à 0,30 % de la rémunération brute du salarié sur la tranche A du plafond de sécurité sociale et à 0,60 % de cette même rémunération sur les tranches B et C. La répartition de cette cotisation se fera à raison de 50 % pour la partie patronale et 50 % pour la partie salariale. »
- le dernier alinéa dudit article est remplacé par l'alinéa suivant : « Ces dispositions prendront effet à compter du 1^{er} juillet 2006. »

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé au secrétariat du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 6 avril 2006.

(Suivent les signatures.)